

UNION EUROPÉENNE

Dernières sommations avant le Grexit

Un nouveau sommet européen se tiendra dimanche pour statuer sur la prolongation des aides à la Grèce. En cas d'échec, une aide humanitaire pourrait accompagner Athènes vers la sortie de l'euro. En attendant, les banques grecques resteront fermées au moins jusqu'à lundi prochain.

Patrick Fluckiger

De « rencontres de la dernière chance » en « sommets historiques », la perspective que la Grèce sorte de la zone euro menace chaque jour un peu plus. La France était l'un des derniers pays, mardi soir au Sommet de l'Eurozone, à affirmer « travailler pour parvenir à maintenir Athènes dans la zone euro ». La plupart des autres nations qui comptent se sont dites lassées, voire scandalisées de voir arriver à la table des négociations un ministre des Finances grec qui n'a même pas fait semblant de présenter un plan de sortie de crise.

Tsipras promet...

Alexis Tsipras, le Premier ministre grec, a fait profil bas, hier au Parlement européen à Strasbourg, en promettant de « nouvelles propositions concrètes de

réformes crédibles » pour ce jeudi. Donald Tusk, le président polonais du Conseil européen, a prévenu : cette fois, ce sera la dernière. « C'est vraiment l'heure décisive et finale, pour la Grèce comme pour nous », a-t-il lancé, soulignant que « sans unité, nous allons nous réveiller dans quatre jours dans une Europe différente ».

Tsipras espérait revenir devant ses pairs européens fort de 61 % de votes non à son référendum. Cette force est devenue une faiblesse vis-à-vis de ses compatriotes, car le référendum n'a pas changé la réalité, et ce sera dur à expliquer aux Grecs.

L'Europe, qui les tient depuis des années à bout de bras, réclame plus que jamais le colmatage du Tonneau des Danaïdes dans lequel elle a versé l'argent de ses contribuables. Pour obtenir les nouvelles aides qu'Athènes a réclamées hier,

Alexis Tsipras ne coupera pas à une hausse de la TVA et à l'arrêt des départs à la retraite à 56 ans, qui sont devenus une règle (non écrite) dans la fonction publique notamment. Il parle désormais d'une réforme fiscale « rapide » pour taxer enfin l'Eglise orthodoxe, plus riche propriétaire foncier du pays, et les armateurs. Mais cela fait cinq mois qu'il est au pouvoir sans avoir touché à leurs privilèges...

Bref, la balle est dans le camp grec. Même le plus solide allié d'Alexis Tsipras, François Hollande, l'admet quand il demande à Athènes des « propositions sérieuses, crédibles ».

Pour la première fois, le président français a évoqué mardi soir (sans prononcer le mot) un Grexit : « S'il n'y avait pas d'accord, il y aurait forcément la recherche d'une autre option, la France est obligée d'envisager

cette option. » Manuel Valls a tenu un discours plus orienté sur le maintien de la Grèce dans la zone euro, hier à l'Assemblée. Mais le Premier ministre n'assiste pas aux Sommets européens...

Vers une « aide humanitaire » ?

Un nouveau Sommet – à 28 – est prévu dimanche. En cas de désaccord, il pourrait engager un Grexit qui ne dirait pas son nom, en accordant « une aide humanitaire » qui permettrait aux banques de rouvrir (elles resteront fermées au moins jusqu'à lundi) et aux Grecs de respirer un peu.

Le président du Parlement européen, Martin Schulz (social-démocrate), a lancé en premier l'idée d'aide humanitaire, avant même le résultat du référendum. Le président (libéral) du Conseil européen lui a emboîté



Jean-Claude Juncker : « La Commission est prête à toutes les éventualités », « elle a un scénario détaillé » pour une sortie de la Grèce de l'euro. Photo AFP

le pas hier.

C'est bien un ultimatum qu'ont lancé les Européens à la Grèce.

S'ils n'obtiennent pas satisfaction, ils semblent prêts à allonger quelques milliards de plus pour aider au divorce.

Questions à

Pascal Lamy

Président d'honneur de l'Institut Jacques Delors

« Il faut un plan Marshall pour la Grèce »

Propos recueillis par Francis Brochet

Le Grexit est-il possible ?

Le Grexit n'est ni souhaité, ni souhaitable, mais il est devenu moins improbable. La situation a énormément changé en une semaine. Le système financier grec s'est détérioré, l'économie grecque est en chute libre, et Alexis Tsipras a réussi son pari politique. Cela lui donne une main plus forte dans la négociation, mais aussi l'autorité pour faire accepter un accord.

Pourquoi avoir attendu si longtemps pour en parler ?

L'évidence, c'est que les Grecs ne sont pas en mesure d'honorer cette dette dans les conditions auxquelles elle a été souscrite. Beaucoup préféreraient en parler plus tard, pour des raisons tactiques, mais le revirement du FMI a changé la donne... Il faut bien comprendre le changement : nous allons devoir maintenant lancer en urgence

un programme plus important pour réanimer l'économie grecque, avec des réformes plus profondes et plus larges, et donc parler aussi de la dette. C'est un plan de long terme, à cinq ou dix ans, comme un plan Marshall.

Ne faut-il pas regretter des postures politiques ?

C'est effectivement un problème, mais il est incontournable, car tout accord devra passer devant les parlements nationaux. Et les opinions européennes, y compris l'opinion française, sont devenues plus réticentes à un geste supplémentaire pour les Grecs. Cela rend la solution politiquement plus difficile.

La France et l'Allemagne paraissent diverger. C'est inquiétant ?

C'est inévitable. Les cultures sont différentes : en allemand, dette se dit « Schuld », soit « faute », « péché »... Comme souvent en Europe, c'est au milieu des deux positions de la France



DR

et de l'Allemagne que se trouve la solution : plus de discipline, côté allemand, et plus de solidarité, côté français.

Dans cette crise, l'Europe montre-t-elle qu'elle est à bout de souffle ?

Non, mais l'ancienne combinaison de solidarité et de responsabilité, à la base du projet, ne suffit plus. Il faut davantage de disciplines communes, ce qui suppose davantage d'érosion des souverainetés nationales, avec l'accord des opinions publiques, et davantage de solidarité...

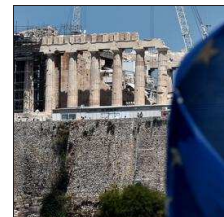
À Paris, les députés désertent

Les groupes du parti Les Républicains et les écologistes réclamaient un débat sur la Grèce à l'Assemblée. Ils l'ont eu. Il s'est tenu hier et le Premier ministre Manuel Valls a notamment annoncé que s'il y avait un accord sur la Grèce, les parlementaires auraient à se prononcer. Cela a été salué par les députés présents, mais ils étaient peu nombreux. Ce débat, pourtant largement réclamé, ne restera pas dans les mémoires du Parlement. André Chassaigne, président du groupe Gauche démocrate et républicaine, est parvenu à sortir l'auditoire de l'apathie en attaquant « la Troïka ». Il a recueilli les applaudissements de députés de tout bord en déclarant notamment : « Il est insupportable de voir M. Draghi et la BCE se montrer inflexibles, alors même que l'actuel président de la BCE était responsable de Goldman Sachs en 2006 et a contribué à falsifier les comptes de l'État grec pour favoriser son entrée dans l'euro. »

Tourisme : les réservations en chute libre

Les réservations de dernière minute ont diminué de 30 % depuis l'annonce du référendum grec, s'est alarmé, hier, le représentant de la confédération du tourisme grec, Alexandre Lamnidis. Ces réservations de dernière minute représentent 20 % du total des réservations. « Dans le cas où on trouve un accord dans la semaine, les affaires vont continuer, dans le cas contraire, et si la situation perdure encore deux ou trois semaines, nous pensons que nous allons avoir des problèmes, notamment d'approvisionnement », a-t-il ajouté.

Depuis le contrôle des capitaux, annoncé le 28 juin, les banques grecques sont fermées, et les virements vers des comptes étrangers interdits, ce qui entrave les achats de produits importés, comme la viande par exemple. Les retraits d'argent sont limités à 60 euros par personne et par jour. « Certains hôtels veulent s'approvisionner en nourriture et bien sûr, les fournisseurs, qui sont sous pression, demandent à être payés en cash, et du cash, il n'y en a pas », a expliqué M. Lamnidis. Sur les îles



Le Parthénon reçoit moins de visiteurs depuis le « non » grec. AFP

grecques, « il y a quelques problèmes ici et là avec les distributeurs de billets et il y a des craintes à propos de l'approvisionnement en nourriture ».

Le poids du secteur touristique est estimé entre 15 et 20 % du PIB grec. En 2014, 24 millions de touristes, un record, ont visité la Grèce et rapporté au pays 13,5 milliards d'euros, selon la confédération, qui espère cette année atteindre 25 millions de visiteurs, pour un bénéfice de 14,3 milliards d'euros.

AFRIQUE

Une guerre civile pour les 4 ans du Soudan du Sud

C'est un triste anniversaire. La plus jeune nation du monde aurait dû célébrer aujourd'hui ses quatre ans d'indépendance. Mais au Soudan du Sud, personne n'a vraiment le cœur à la fête. Le pays, qui s'est officiellement séparé du Soudan le 9 juillet 2011 après une longue guerre civile, n'aura connu qu'une très courte période de paix. Le Soudan du Sud est de nouveau ravagé par un conflit sanglant qui a déjà fait des dizaines de milliers de morts depuis décembre 2013. Près de deux millions de personnes ont fui les massacres qui ont pris une tournure ethnique. Les combats opposent l'armée du président Salva Kiir (de l'ethnie Dinka) aux rebelles de l'ancien vice-président Riek Machar (de l'ethnie Nuer). Près de la moitié de la population de 11,5 millions de Sud-Soudanais est menacée de famine.

Médecins sans frontières (MSF), qui a envoyé plusieurs missions sur place, décrit une situation humanitaire catastrophique. Le pays a la pire mortalité maternelle du monde avec 2054



Un enfant victime de malnutrition soigné par MSF dans un camp. AFP

décès de femmes enceintes sur 100 000. Par ailleurs, 104 enfants sur 1000 meurent avant l'âge de 5 ans. Le Soudan du Sud est aussi confronté à des épidémies de paludisme, de choléra, de rougeole et de méningite. « L'espoir d'un véritable cessez-le-feu ou mieux, d'un accord de paix, reste faible du fait des tensions entre l'opposition, qui s'est structurée, et le gouvernement, qui est de plus en plus militarisé », déplore MSF.

Xavier Frère

« Une atmosphère de guerre civile. » Ce sont les termes employés par des journalistes algériens contactés hier et familiers de la « wilaya » (région administrative) de Ghardaïa, située à 600 km au sud d'Alger, où 23 personnes ont trouvé la mort depuis lundi soir. Plusieurs centaines de blessés ont été dénombrés, sans compter les saccages et les pillages. « L'hôpital de Ghardaïa n'arrive plus à contenir les blessés », rapportait même le quotidien *La Liberté* hier.

Ces affrontements meurtriers, particulièrement dans la ville de Guerrara, opposent les communautés berbérophones (« mozabites ») et arabophones (« châmbis »). Les antagonismes ne datent pas d'hier dans cette vallée du M'Zab, considérée comme « la porte du désert » : depuis 1975, la violence refait surfa-

ce entre les deux camps. Ces derniers troubles interviennent quelques jours seulement après la visite du ministre de l'Intérieur, Noureddine Bedoui, venu justement à la tête d'une impressionnante délégation (Sûreté nationale, gendarmerie...) installer une commission « chargée de l'examen des voies et moyens pour consolider le retour à l'ordre public dans la région de Ghardaïa ».

Police débordée... et en grève

Cette explosion de violence, en plein ramadan et avec des armes à feu, sonne donc comme un défi au pouvoir central, incapable jusqu'à présent de ramener le calme. Les « ultras », jeunes en majorité et au chômage dans cette région pauvre, prennent le dessus sur les modérés et les notables locaux qui appellent



Manifestation de la communauté mozabite berbérophone. EPA/MAXPPP

« à la vigilance et la sagesse ». Depuis le début, les forces anti-émeutes de la police ont été débordées. Et sont « finalement en grève », nous rapportait hier une source algérienne.

ne, « pour dénoncer leur manque de moyens depuis 2013 dans ce secteur instable ». Hier, alors que les affrontements se poursuivaient malgré des renforts de gendarmerie, le couvre-feu était envisagé. Le président Abdelaziz Bouteflika a convoqué une réunion d'urgence. De son côté, l'opposition a mis ces violences meurtrières sur « la vacance du pouvoir », jugeant que « ce qui se jouait à Ghardaïa était la dislocation de l'Algérie ».

Soupçons de manipulation

Dans la capitale Alger, un regroupement de soutien aux Mozabites a appelé hier à « une grève nationale », soulignant par ailleurs que les émeutes meurtrières « n'étaient pas d'origine ethnique comme certains le prétendent, mais plutôt liées à la manipulation ».